



Selon le SISP : Rien pour soulager les services publics !

Québec, le 30 mars 2010 – « Au moment où les services publics montrent des signes inquiétants d'essoufflement suite aux coupures et compressions des dernières années, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a déposé un budget qui ne les aidera en rien, bien au contraire, puisque les mesures annoncées les fragiliseront davantage. »

Telle est la réaction de la porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), Mme Dominique Verreault, au budget déposé aujourd'hui par le ministre Raymond Bachand.

Madame Verreault soutient que limiter l'augmentation moyenne des dépenses à 3,2 % pour cette année et à 2,2 % d'ici 2013-2014 portera un dur coup aux services publics. En effet, depuis 2003, l'augmentation des dépenses a été maintenue à une moyenne annuelle de 4,8 % et c'était déjà nettement insuffisant. « Dans les faits, cette compression viendra accentuer dangereusement la pression sur l'ensemble des services publics ».

Des départs qui feront mal

D'autre part, Mme Verreault déplore qu'en santé et en éducation, où les besoins de ressources supplémentaires font consensus, le gouvernement n'injecte pas de budget supplémentaire, se contentant à peine de couvrir l'augmentation normale des coûts de système. Pire encore, il va même jusqu'à étendre au personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation sa politique du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Une politique qui se poursuit pour les fonctionnaires et les professionnels du gouvernement. « Ces départs ne se feront pas sans conséquence sur la qualité des services, car ces employés offrent un soutien essentiel aux employés de première ligne comme les enseignants, les professionnels, les techniciens et les infirmières, » précise Mme Verreault.

La porte-parole du SISP s'inquiète également de la réapparition du fantôme de la réingénierie de l'État qui revient nous hanter. En effet, le gouvernement fusionne ou élimine 28 organismes cette année et il envisage d'en faire disparaître davantage à la suite d'une vaste entreprise d'évaluation dont on ignore les critères. « Il est à craindre que les critères soient purement de nature comptable, au détriment de la qualité des services à rendre à la population », prévoit Mme Verreault.

Les demi-vérités de Bachand

De plus, au lieu d'augmenter les impôts sur le revenu de manière équitable, le gouvernement préfère jouer sur les mots en mettant en place un ensemble de mesures qui viendront accentuer la contribution fiscale de la classe moyenne. Alors que plusieurs commentateurs et groupes syndicaux, dont le SISP, avaient proposé l'instauration d'un quatrième palier d'impôt pour les plus fortunés, le ministre Bachand se tourne vers les taxes, les tarifs et les cotisations inéquitables. « Il n'y a pas que Clotilde Rapaille qui publie des demi-vérités », s'exclame Mme Verreault. « La contribution santé est bel et bien un impôt déguisé qui sera du même montant

pour une éducatrice en garderie que pour le consultant millionnaire. C'est profondément injuste », dénonce la porte-parole du SISP.

L'ensemble des autres mesures annoncées concrétise la tendance à désolidariser le financement des services publics. Malgré une majoration timide du nouveau *crédit d'impôt pour la solidarité*, le poids de l'augmentation de la TVQ et des futures hausses de tarifs d'électricité ne sera pas compensé pour les familles à faible revenu. De plus, l'augmentation des tarifs conséquemment à la mise en application de la politique de financement des services publics, les potentielles hausses des frais de scolarité et *franchise santé* n'annoncent rien de bon concernant l'accessibilité des services publics pour les citoyennes et les citoyens.

Se préoccuper des bâtiments... et des humains

La porte-parole du SISP voit d'un bon œil la prolongation du programme d'investissement dans les infrastructures. Non seulement il est essentiel que le gouvernement continue à stimuler l'économie, mais de plus, les investissements projetés permettront de répondre à des besoins urgents relativement aux établissements de santé et d'éducation. « Nous nous réjouissons de constater que le gouvernement se préoccupe de l'état de nos édifices publics. Toutefois, nous aimerions qu'il démontre la même sensibilité à l'égard de celles et ceux qui travaillent dans ces édifices », ajoute Mme Dominique Verreault.

Des solutions plus équitables ignorées

Pour terminer, la porte-parole du SISP se dit déçue du manque de vision du ministre. « Il existe pourtant un éventail assez large de solutions pour venir à bout des difficultés budgétaires sans avoir à mettre davantage de pression sur les services publics, des solutions que nous lui avons nous-mêmes suggérées, mais il a préféré ne pas en tenir compte », déplore Mme Dominique Verreault.

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres, issus de cinq organisations syndicales (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), dont près de 264 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La CSQ représente près de 170 000 membres, dont près de 120 000 travaillent dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La FIQ regroupe 58 000 membres du secteur de la santé. Le SFPQ représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. L'APTS représente 27 000 travailleuses et travailleurs occupant des postes professionnels ou techniques au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Quant au SPGQ, il représente plus de 20 000 personnes qui sont au service de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

– 30 –

Renseignements :

Marjolaine Perreault

Coordonnatrice des communications SISP

Cellulaire : 514 235-5082

perreault.marjolaine@csq.qc.net

perreault.marjolaine@sisp-n.ca